

Les résidences
FENOU

Appartements et chambres
meublés à Porto-Novo

CONTACT : 0144904640

ADRESSE : Djassin Houinvié, Dowa, Tokpota (Porto-Novo)



N° 566 DU 29 MAI 2026

du jour
L'Emblème

JOURNAL D'INFORMATIONS, D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE PUBLICITÉS

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : leblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

PRÉSIDENTIE DU BÉNIN / CAPITAINE ELVIRE TOUPÉ

**L'amazone qui entre
dans l'histoire
à la Marina**



P. 07

PREMIER CONSEIL DES MINISTRES DU SEPTENNAT 2026-2033

PAGE 02 - 08

Le ton est donné

(Le Bénin en marche vers
une nouvelle ambition)



PAGE 03

GOVERNANCE ÉCONOMIQUE AU BÉNIN

Le carré financier



PAGE 07

ASSEMBLÉE NATIONALE



Le Bénin muscle ses réformes

PAGE 08

COOPÉRATION SÉCURITAIRE ET GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

Joseph DJOGBENOU à l'écoute



PREMIER CONSEIL DES MINISTRES DU SEPTENNAT 2026-2033

Le ton est donné



Dans son intervention, Romuald Wadagni a posé les fondements de la gouvernance qu'il entend conduire au cours des sept prochaines années. Il a insisté sur la primauté de l'intérêt général dans toutes les décisions publiques et appelé les ministres à faire preuve d'exemplarité, de sobriété, d'intégrité morale et de solidarité gouvernementale.

Le Président de la République a également défini les grandes priorités de son mandat. En tête des objectifs figure l'éradication de l'extrême pauvreté ainsi qu'une réduction significative de la pauvreté à l'échelle nationale. Pour y parvenir, le Gouvernement devra accélérer la régionalisation du développement afin de réduire progressivement les disparités entre les différentes communes du pays.

Autre chantier majeur évoqué : la défense et la sécurité du territoire national. Le Chef de l'État a instruit son équipe gouvernementale à agir avec détermination face aux défis sécuritaires, dans un contexte régional marqué par de nombreuses menaces.

Romuald Wadagni a par ailleurs annoncé une nouvelle organisation du travail gouvernemental.

Désormais, le Conseil des ministres se réunira en session ordinaire une fois par mois, précisément chaque premier mercredi du mois, avec la possibilité de sessions extraordinaires en cas de nécessité.

Dans la même dynamique, les réunions du Comité interministériel se tiendront deux fois par mois, les premier et troisième lundis. Des Conseils de Cabinet sectoriels viendront compléter ce dispositif afin d'assurer un suivi rapproché des dossiers stratégiques et des politiques publiques.

En conclusion, le Président de la République a exhorté les membres du Gouvernement à se mettre immédiatement au travail avec discipline et efficacité, convaincu que des résultats concrets permettront d'améliorer durablement les conditions de vie des populations et de renforcer davantage la marche du Bénin vers le progrès.

Emeric Joël ALLAGBE

Le Président de la République, Romuald Wadagni, a présidé ce jeudi 28 mai 2026 le tout premier Conseil des ministres de son septennat 2026-2033. Une rencontre inaugurale marquée par un appel à l'exemplarité, à la rigueur et à l'engagement collectif au service du développement du Bénin. Le Chef de l'État y a également dévoilé les grandes orientations de son action gouvernementale, avec comme priorités la lutte contre la pauvreté, le développement équilibré des territoires et le renforcement de la sécurité nationale.

Le nouveau pouvoir exécutif béninois entre officiellement dans sa phase opérationnelle. Réuni ce jeudi 28 mai 2026 à Cotonou, le Conseil des ministres inaugural du septennat 2026-2033 s'est tenu sous l'autorité du Président de la République, Romuald Wadagni, dans une atmosphère empreinte de solennité et de responsabilité.

À l'ouverture des travaux, le Chef de l'État a adressé ses félicitations aux membres du Gouvernement récemment nommés, tout en rappelant le sens profond de leur mission. Selon lui, leur désignation ne saurait être interprétée comme un privilège personnel ni comme la récompense d'un engagement politique, mais plutôt comme une marque de confiance de la Nation qui impose devoir, responsabilité et efficacité.

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

**ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)**

DIRECTEUR DE PUBLICATION

**Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40**

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

**Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02**

RÉDACTION

**Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)**

MONTAGE ET GRAPHISME

**Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84**

GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE AU BÉNIN

Le carré financier



Autour du Président Romuald WADAGNI, une équipe économique resserrée prend forme avec pour ambition de consolider les performances financières du Bénin et d'accélérer son offensive sur les marchés internationaux. Quatre hommes, quatre profils complémentaires, un même objectif : faire du Bénin une puissance économique crédible, attractive et compétitive.

Le nouveau dispositif gouvernemental du périmètre de l'Économie et des Finances s'appuie désormais sur une architecture stratégique composée de quatre portefeuilles ministériels. Une organisation qui traduit la volonté du pouvoir exécutif de renforcer l'efficacité de l'action publique et d'imprimer un nouveau rythme à la transformation économique du pays.

À la tête de cette machine financière, Aristide MEDENOU occupe les fonctions de Ministre de l'Économie et des Finances chargé de la Coopération. Technocrate réputé pour sa rigueur et sa maîtrise des dossiers économiques, il aura la lourde responsabilité de coordonner les grandes orientations financières du gouvernement et de maintenir la confiance des partenaires techniques et financiers du Bénin.

Autour de lui gravitent trois ministres délégués aux missions hautement stratégiques.

D'abord, Nicolas YÉNOUSSI, Ministre délégué chargé des Finances et de la Microfinance. Son portefeuille le place au cœur des mécanismes de financement de l'économie nationale, avec un accent particulier sur

l'inclusion financière et le soutien aux couches productives.

Ensuite, Rodrigue CHAOU, Ministre délégué chargé du Budget et de la Fonction publique. Considéré comme un homme de méthode et de résultats, il aura pour mission d'assurer une gestion rigoureuse des dépenses publiques tout en poursuivant la modernisation de l'administration béninoise.

Enfin, Hugues Oscar LOKOSSOU prend les commandes du portefeuille stratégique de la Mobilisation des Ressources extérieures et de la Gestion de la dette. Dans un contexte international marqué par la compétition économique et la recherche de financements innovants, son rôle sera déterminant pour soutenir les grands projets

structurants du pays.

Avec cette équipe ministérielle aux compétences complémentaires, le gouvernement affiche clairement ses ambitions : renforcer la stabilité macroéconomique, attirer davantage d'investissements, améliorer la mobilisation des ressources et positionner durablement le Bénin comme une référence économique en Afrique de l'Ouest.

Plus qu'un simple réaménagement administratif, cette organisation apparaît comme le signal d'une nouvelle offensive économique béninoise sur l'échiquier international.

Emeric Joël ALLAGBE

PRÉSIDENTE DU BÉNIN / CAPITAINNE ELVIRE TOUPÉ

L'amazone qui entre dans l'histoire à la Marina



La première réunion du Conseil des ministres du président Romuald Wadagni, tenue ce jeudi 28 mai 2026 au Palais de la Marina, n'a pas seulement marqué le démarrage officiel du nouveau quinquennat. Un visage a particulièrement retenu l'attention des observateurs : celui du capitaine Elvire Toupé, désormais Aide de Camp du Chef de l'État.

Par sa présence remarquable aux côtés du président béninois, l'officier de la Garde républicaine entre dans l'histoire comme la toute première femme à exercer cette fonction stra-

tégique au Bénin, mais également dans la sous-région ouest-africaine. Une nomination hautement symbolique qui illustre l'évolution progressive de la place des femmes au sein des sphères sécuritaires et institutionnelles.

Discrète, rigoureuse et formée aux exigences du commandement militaire, le capitaine Elvire Toupé incarne désormais l'un des visages les plus visibles du dispositif présidentiel. Sa mission consiste principalement à assister le Chef de l'État dans l'organisation et la coordination de ses activités officielles, tout en veillant au dispositif de sécurité rapprochée lors des déplacements et événements présidentiels.

Dans une intervention relayée par plusieurs médias et plateformes numériques, l'officier a apporté des précisions sur son rôle auprès du président de la République. Elle explique notamment être chargée d'assurer la coordination sécuritaire autour du Chef de l'État et d'accompagner ses différentes activités officielles.

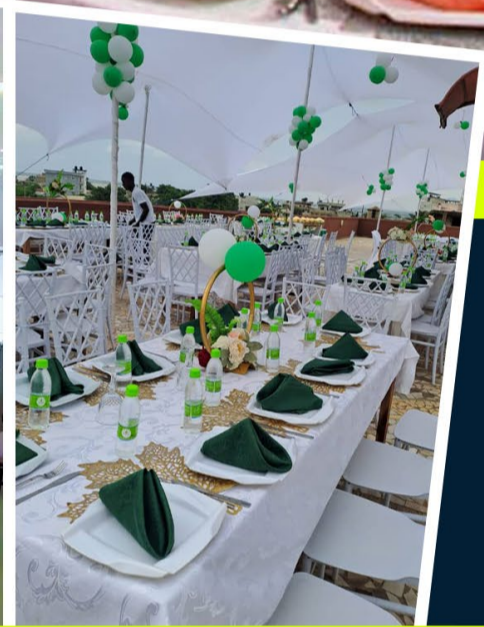
Traditionnellement réservé aux hommes, le poste d'Aide de Camp exige une discipline ir-

réprochable, une grande capacité d'anticipation, ainsi qu'une parfaite maîtrise des protocoles militaires et sécuritaires. En accédant à cette responsabilité, le capitaine Elvire Toupé devient ainsi un symbole fort du leadership féminin dans les forces armées béninoises.

Au-delà de l'image, cette nomination traduit également la volonté du nouveau pouvoir d'insuffler une dynamique de modernité et d'ouverture dans la gouvernance institutionnelle du pays. Depuis la cérémonie d'investiture de Romuald Wadagni, plusieurs signaux témoignent déjà d'un style présidentiel axé sur le renouvellement et la valorisation des compétences.

Cette apparition remarquée du capitaine Elvire Toupé au premier Conseil des ministres du nouveau régime suscite déjà admiration et commentaires au sein de l'opinion publique, où beaucoup saluent une avancée historique pour la représentation des femmes dans les hautes fonctions de sécurité et de défense nationale.

Emeric Joël ALLAGBE



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

SAISON DES COMMUNIONS ET PREMIÈRES PLUIES

Communions : ELONA HOUSE, l'option sûre pour des réceptions réussies

Entre les cérémonies religieuses et les caprices de la météo, les familles s'organisent pour offrir des réceptions réussies à leurs enfants. La réservation anticipée des salles de fêtes s'impose comme une solution pratique et sécurisée.

Avec le retour de la période des communions dans les églises catholiques, de nombreuses familles s'activent pour offrir à leurs enfants des moments inoubliables. Ces célébrations, symboles de foi et de passage important dans la vie chrétienne, rassemblent parents, proches et amis autour de moments de partage

et de convivialité.

Mais cette période coïncide également avec l'installation progressive de la saison des pluies. Un facteur souvent imprévisible qui peut perturber les réceptions organisées en plein air. Entre averses soudaines, vents et contraintes logistiques, les risques sont bien réels pour les familles qui n'anticipent pas suffisamment.

Face à cette réalité, la tendance est de plus en plus à la réservation de salles de fêtes adaptées, capables d'accueillir les invités dans des conditions confortables, quelles

que soient les conditions météorologiques. Un choix judicieux qui garantit la réussite de l'événement, tout en évitant les désagréments liés aux intempéries.

Dans cette dynamique, ELONA HOUSE se positionne comme une référence pour l'organisation de réceptions réussies. Avec ses espaces modernes, sécurisés et adaptés à différents types d'événements, le cadre offre aux familles un environnement idéal pour célébrer les communions en toute sérénité.

per en procédant rapidement aux réservations, afin de bénéficier des meilleures disponibilités. Car en cette période de forte demande, les créneaux se remplissent vite.

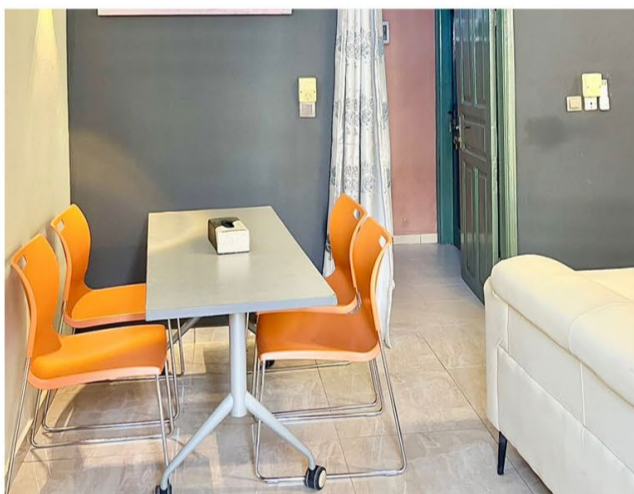
Entre spiritualité et célébration, la réussite d'une communion passe aussi par une bonne organisation. Et face aux aléas de la saison des pluies, prévoir une salle adaptée devient non seulement un choix de confort, mais une véritable garantie de tranquillité.

Marie Estelle AKANNI

Les responsables invitent d'ailleurs les parents à antici-



Les résidences **FENOU**



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

ANALYSE POLITIQUE

Romuald Wadagni trace les contours d'un Bénin de continuité et d'ambition

Le discours d'investiture du Président de la République, Romuald Wadagni, apparaît comme bien plus qu'une simple allocution protocolaire. À travers une intervention dense, structurée et résolument orientée vers l'action, le nouveau Chef de l'État a posé les bases d'une gouvernance fondée sur la stabilité institutionnelle, la continuité des réformes et l'accélération du développement national.

Dès les premières lignes de son adresse à la Nation, le Président Romuald Wadagni a choisi de placer son mandat sous le signe de la responsabilité collective. En affirmant que l'élection présidentielle représente avant tout « le choix d'une vision et d'un destin commun », il inscrit son action dans une logique de pacte républicain entre l'État et les citoyens. Cette posture traduit une volonté claire de renforcer la confiance entre les institutions et le peuple béninois, autour des principes de rigueur, d'efficacité et de redevabilité.

L'un des marqueurs essentiels de ce discours reste la volonté assumée de préserver les acquis des réformes engagées ces dernières années sous le Président Patrice Talon. En saluant les transformations structurelles opérées dans les secteurs économiques, administratifs et infrastructurels, Romuald Wadagni évite toute logique de rupture politique. Il choisit au contraire de consolider les fondations déjà posées afin d'inscrire l'action publique dans la durée et la cohérence républicaine.

Cette continuité revendiquée s'accompagne toutefois d'une inflexion importante : celle d'un développement davantage tourné vers l'impact social. Le nouveau Président a insisté sur la nécessité de rapprocher les fruits de la croissance des réalités quotidiennes des populations. Accès aux infrastructures, amélioration des services sociaux de base, emploi des jeunes, autonomisation des femmes et soutien au monde rural figurent désormais parmi les priorités clairement affichées de son mandat.

À travers cette orientation, Romuald Wadagni

semble vouloir promouvoir une gouvernance centrée sur l'humain, où la performance économique doit impérativement se traduire par une amélioration concrète des conditions de vie. Le discours met ainsi en avant une approche inclusive du développement, intégrant les différentes composantes de la Nation dans la dynamique de transformation du pays.

L'attention particulière accordée à la jeunesse et à la diaspora révèle également une ambition stratégique plus large. Le Chef de l'État entend manifestement faire du capital humain le principal levier de la modernisation du Bénin. Quant à la diaspora et aux Afro-descendants, leur place dans le discours présidentiel témoigne d'une volonté de renforcer les liens historiques, culturels et économiques avec les communautés africaines du monde entier, tout en consolidant l'attractivité internationale du pays.

Sur le plan sécuritaire et diplomatique, l'allocution présidentielle fait preuve d'une lecture lucide des défis régionaux. Dans un contexte ouest-africain marqué par les tensions sécuritaires et les menaces terroristes, Romuald Wadagni a défendu une approche globale associant sécurité, développement local et coopération sous-régionale. Ce positionnement confirme l'ambition du Bénin de demeurer un acteur crédible de la stabilité régionale et de l'intégration africaine.

Au-delà des orientations politiques et économiques, ce discours d'investiture porte également une forte dimension symbolique. Le Président béninois a cherché à projeter l'image d'un État moderne, souverain et ouvert sur le monde, tout en restant profondément attaché à ses valeurs et à son identité nationale. Cette combinaison entre pragmatisme, ambition et fidélité aux intérêts stratégiques du pays constitue l'un des principaux messages de cette adresse présidentielle.

En définitive, Romuald Wadagni aura réussi, dès les premières heures de son mandat, à en-



voyer un signal de stabilité, de continuité et de confiance. Son discours apparaît comme une véritable feuille de route politique, articulée autour de la consolidation des institutions, du renforcement de la cohésion nationale et de l'accélération du développement.

L'ouverture de ce nouveau cycle politique suscite désormais de nombreuses attentes. La concrétisation de cette vision dépendra autant de la capacité du gouvernement à maintenir la dynamique des réformes que de l'engagement des forces vives de la Nation, de la jeunesse et des institutions à accompagner cette ambition collective pour le Bénin.

Michel Sonon

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le Bénin muscle ses réformes

Les députés béninois poursuivent la modernisation du cadre législatif national. À travers l'adoption de plusieurs textes stratégiques, le Parlement entend consolider la gouvernance financière du pays tout en renforçant les mécanismes de protection de l'environnement et de résilience climatique. Une nouvelle étape dans la dynamique de transformation engagée par les autorités béninoises.

Au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo, les parlementaires béninois ont franchi un nouveau cap dans le processus de consolidation des réformes économiques et environnementales du pays. En séance plénière, plusieurs textes majeurs ont été examinés et adoptés afin de renforcer l'arsenal juridique et

institutionnel du Bénin dans les domaines financier, budgétaire et écologique.

À travers ces décisions, l'Assemblée nationale confirme sa volonté d'accompagner les ambitions de développement durable portées par le gouvernement. Les nouvelles orientations visent notamment à améliorer la transparence dans la gestion des finances publiques, sécuriser davantage les investissements et adapter le pays aux défis climatiques grandissants.

Dans un contexte marqué par les mutations économiques internationales et les effets du changement climatique, les autorités béninoises entendent mettre en place des instruments plus performants pour

garantir une croissance durable et inclusive. Les réformes engagées permettront également d'harmoniser certaines dispositions nationales avec les standards internationaux en matière de gouvernance financière et de préservation environnementale.

Les députés ont salué des avancées jugées essentielles pour la stabilité économique du pays et la protection des ressources naturelles. Plusieurs interventions ont insisté sur la nécessité d'anticiper les risques climatiques, notamment les inondations, l'érosion côtière et les perturbations agricoles qui affectent de nombreuses communautés.

Cette dynamique s'inscrit dans la continuité des grandes orientations

budgétaires et des réformes structurelles engagées ces dernières années au Bénin. Le gouvernement mise d'ailleurs sur des investissements importants dans les secteurs sociaux, les infrastructures et les programmes liés au climat afin de soutenir la croissance économique nationale.

Avec ces nouvelles dispositions, le Parlement béninois affiche clairement sa volonté de doter le pays d'outils modernes capables de soutenir le développement économique tout en garantissant une meilleure protection de l'environnement pour les générations futures.

Emeric Joël ALLAGBE

COOPÉRATION SÉCURITAIRE ET GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

Joseph Djogbénou à l'écoute



Le président de l'Assemblée nationale, le Professeur Joseph FIFAMIN DJOGBÉNOU, a accordé une audience ce mardi 26 mai 2026 à une délégation du Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF). Au cœur des échanges : le renforcement de la coopération autour des réformes sécuritaires engagées au Bénin et la lutte contre la prolifération des armes

légères dans un contexte régional marqué par la menace terroriste.

Le Palais des Gouverneurs à Porto-Novo a servi de cadre, ce mardi 26 mai 2026, à une importante séance de travail entre le président de l'Assemblée nationale, le Professeur Joseph FIFAMIN DJOGBÉNOU, et une délégation du Centre de Genève pour

la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF).

Conduite par Jolie-Ruth MORAND, senior Manager de la Division Afrique et Amérique du DCAF, la délégation est venue faire le point des actions menées au Bénin, notamment dans la lutte contre la prolifération des armes légères, mais aussi échanger sur les perspectives d'accompagnement des réformes en cours dans le secteur de la sécurité.

Au terme de l'audience, la représentante du DCAF a souligné que les discussions ont porté sur le partenariat en construction entre le Bénin et l'institution internationale spécialisée dans les questions de gouvernance sécuritaire. Présent au Bénin depuis plus d'un an, le DCAF entend désormais élargir son champ d'action afin d'accompagner les mutations stratégiques engagées par les autorités béninoises.

Selon Jolie-Ruth MORAND, les réformes actuellement conduites

au Bénin traduisent une volonté forte d'adapter les politiques de défense et de sécurité aux attentes réelles des populations. Elle a également insisté sur l'importance des orientations du président de l'Assemblée nationale dans un contexte sous-régional marqué par la montée du terrorisme et des menaces transfrontalières.

Les échanges ont ainsi permis d'aborder les défis sécuritaires auxquels fait face la région, mais aussi les mécanismes susceptibles de renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité au Bénin. Le DCAF a, par ailleurs, manifesté sa disponibilité à inscrire son accompagnement dans les priorités définies par les autorités béninoises.

À travers cette audience, le Parlement béninois réaffirme son engagement en faveur d'une gouvernance sécuritaire moderne, inclusive et tournée vers la protection durable des citoyens.

Emeric Joël ALLAGBE

SOUS LE LEADERSHIP DE ROMUALD WADAGNI

Le Bénin en marche vers une nouvelle ambition

Le Bénin ouvre une nouvelle séquence de son histoire politique et économique. Avec l'avènement du septennat du président Romuald Wadagni, le pays affiche clairement sa volonté d'accélérer sa transformation structurelle et de consolider les acquis des réformes engagées ces dernières années. Cette nouvelle dynamique, amorcée officiellement le 24 mai 2026, traduit l'ambition d'un Bénin plus résilient, plus compétitif et davantage tourné vers un développement durable et inclusif.

Fort des progrès enregistrés au cours des dernières années, le pays entend désormais franchir un nouveau palier. La vision portée par le chef de l'État repose sur la poursuite des grandes réformes institutionnelles, économiques et sociales, avec pour objectif de renforcer les bases d'une croissance durable capable d'améliorer concrètement les conditions de vie des populations.

La composition du premier gouvernement du septennat révèle déjà l'ampleur des défis à relever et la volonté d'imprimer une nouvelle méthode d'action publique. Tous les secteurs stratégiques sont appelés à connaître une accélération des politiques de modernisation, notamment à travers l'opérationnalisation des six pôles de développement territorial. Cette approche vise à rapprocher davantage l'action publique des réalités locales, à améliorer l'ef-

ficacité administrative et à favoriser un développement harmonieux sur l'ensemble du territoire national.

Dans cette dynamique, le Bénin veut continuer à miser sur ses propres capacités, ses ressources humaines et son potentiel économique pour bâtir un modèle de développement fondé sur la résilience et l'innovation. Le pays entend ainsi renforcer sa place sur le continent africain et accroître son rayonnement à l'international.

La stabilité politique et la continuité institutionnelle apparaissent aujourd'hui comme les principaux piliers de cette ambition nationale. L'alternance au sommet de l'État, dans un climat républicain apaisé, témoigne de la maturité démocratique du peuple béninois ainsi que du rôle fondamental des institutions de la République dans la consolidation de l'État de droit.

À l'ère du septennat, l'enjeu majeur reste désormais la mobilisation de toutes les forces vives de la nation autour d'un idéal commun : celui du progrès collectif. Paix, justice, cohésion sociale, travail et solidarité devront demeurer les valeurs cardinales pour accompagner cette nouvelle étape du développement national.

Plus qu'un simple changement institutionnel,

cette nouvelle phase représente pour le Bénin l'opportunité de poursuivre sa transformation et d'aller encore plus loin dans la construction d'un État moderne, prospère et respecté.

Fernandez SOWANOU



INVESTITURE DE ROMUALD WADAGNI

Le 3^e arrondissement de Porto-Novo célèbre un tournant politique majeur

La cérémonie d'investiture du nouveau Président de la République du Bénin, Romuald Wadagni, a suscité un vif engouement populaire à Porto-Novo. Dans une atmosphère empreinte de ferveur patriotique et d'espoir, les populations de la capitale ont suivi avec attention ce moment historique marquant l'ouverture d'une nouvelle séquence politique pour le pays.

À l'initiative du fan club du mouvement ROW, une retransmission publique de l'événement a été organisée afin de permettre aux habitants de vivre en direct cette journée symbolique. Le troisième arrondissement de Porto-Novo s'est particulièrement illustré par une forte mobilisation des jeunes, des responsables communautaires et de nombreux citoyens venus té-

moigner leur adhésion aux idéaux de paix, de stabilité institutionnelle et de progrès national.

Parmi les personnalités présentes figurait le Chef du troisième arrondissement, William DJOSSINO, alias Bébetto. Aux côtés des populations, il a salué la portée du discours prononcé par le nouveau chef de l'État, estimant qu'il traduit une volonté claire de poursuivre la modernisation du pays tout en renforçant l'unité nationale.

Selon le CA3, le Président Romuald Wadagni incarne une nouvelle génération de dirigeants attachés à l'efficacité de l'action publique, à la consolidation des acquis démocratiques et à une gouvernance davantage orientée vers les réalités sociales des populations. Il a particulièrement apprécié les engagements pris en faveur de la jeunesse, des femmes, du secteur agricole et du renforcement des opportunités économiques sur l'ensemble du territoire national.

Pour William DJOSSINO, la vision présentée par le nouveau Président repose sur une gouvernance de proximité, fondée sur l'écoute des citoyens et la recherche d'impacts concrets dans le quotidien des familles béninoises. Il a également salué l'appel du chef de l'État à préserver la cohésion sociale et à consolider les institutions républicaines afin de maintenir le Bénin parmi les nations les plus stables de la sous-région.

Le Chef du troisième arrondissement a, par ailleurs, rendu hommage au Président sortant, Patrice Talon,

pour les réformes structurelles engagées au cours de ces dernières années. À ses yeux, ces transformations ont permis de renforcer l'image du Bénin à l'international et de restaurer la confiance des citoyens dans les capacités de l'État à conduire le développement national.

Tout en adressant ses vœux de paix, de santé et de réussite au Président sortant, William DJOSSINO a exprimé sa confiance quant à la capacité du Président Romuald Wadagni à poursuivre l'œuvre de transformation du pays avec rigueur, innovation et sens élevé de l'intérêt général.

« Le Bénin ouvre une nouvelle page de son histoire. Il nous revient désormais d'accompagner cette dynamique avec patriotisme, responsabilité et engagement citoyen », a déclaré le CA3 de Porto-Novo, convaincu que cette nouvelle gouvernance contribuera davantage au rayonnement du pays ainsi qu'au développement de Porto-Novo, notamment au profit de la jeunesse.

À travers cette mobilisation populaire autour de l'investiture présidentielle, les populations du troisième arrondissement ont réaffirmé leur attachement aux valeurs républicaines et leur volonté d'accompagner la vision du nouveau Président de la République pour un Bénin plus uni, plus ambitieux et résolument tourné vers l'avenir.

Michel SONON

JUSTICE ET RÉFLEXION DOCTRINALE AU BÉNIN

Le droit au service de la paix

La Cour suprême du Bénin a officiellement lancé, mardi 26 mai 2026, la 5^e édition du Prix d'Excellence « Droit – Justice – Paix ». À travers cette initiative devenue une référence dans le paysage juridique national, la haute juridiction entend promouvoir la recherche scientifique, stimuler la pensée doctrinale et renforcer le rôle du droit dans la consolidation de la paix sociale et de l'État de droit.

La salle Ousmane Batoko de la Cour suprême du Bénin a accueilli, ce mardi 26 mai 2026, magistrats, universitaires, avocats, greffiers, auditeurs de justice et acteurs du monde judiciaire à l'occasion du lancement officiel de la 5^e édition du Prix d'Excellence « Droit – Justice – Paix ». Une cérémonie solennelle présidée par le président de la Cour suprême, Victor Dassi Adossou, qui a réaffirmé l'engagement de l'institution en faveur de l'excellence intellectuelle et du rayonnement de la pensée juridique béninoise.

Dans son discours d'ouverture, le haut magistrat a salué la portée de cette initiative née sous l'impulsion du professeur Abraham Zinzindohoué. Selon lui, ce prix s'est progressivement imposé comme un espace majeur de réflexion doctrinale et d'encouragement à la production scientifique autour des grands défis de la justice béninoise.

Pour le président Victor Adossou, cette compétition intellectuelle vise avant tout à rapprocher davantage le monde universitaire, les juridictions et les praticiens du droit afin de nourrir une réflexion commune sur les mutations du système judiciaire national. Il a insisté sur la nécessité de promouvoir des analyses rigoureuses capables d'accom-

pagner l'évolution du droit béninois et d'améliorer durablement le fonctionnement de la justice.

Un thème au cœur des préoccupations foncières

Pour cette 5^e édition, les candidats sont invités à réfléchir sur le thème : « Le caractère suspensif du pourvoi en cassation en matière foncière : entre sécurisation du droit de propriété foncière et efficacité de la justice ».

Un sujet que le président de la Cour suprême considère comme particulièrement sensible au regard des réalités sociales et économiques du Bénin. Dans son intervention, il a rappelé que les litiges foncières constituent aujourd'hui l'une des principales sources de contentieux devant les juridictions béninoises, avec des conséquences parfois lourdes sur la cohésion sociale et la stabilité des communautés.

« La terre n'est pas un bien ordinaire », a souligné Victor Adossou, mettant en lumière les enjeux humains, patrimoniaux et sociaux liés aux conflits fonciers. Le président de la haute juridiction est également revenu sur les innovations introduites par la loi n°2022-12 du 05 juillet 2022 portant règles particulières de procédure applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême. Cette réforme consacre notamment le caractère suspensif du pourvoi en cassation en matière foncière, une disposition destinée à éviter des conséquences irréversibles telles que les expulsions, démolitions ou mutations de propriété avant la décision définitive de la Cour suprême.

Toutefois, le magistrat a insisté sur la né-



cessité de trouver un équilibre entre la protection effective des droits fonciers, la sécurité juridique des citoyens et l'exigence de célérité dans le traitement des affaires judiciaires.

Le droit comme pilier de stabilité sociale Au-delà de la technicité du thème, Victor Adossou a rappelé que la qualité de la justice se mesure également à sa capacité à préserver la confiance des citoyens dans les institutions et à garantir la paix sociale.

Reprenant les principes évoqués par le président de la République lors de son investiture, il a souligné que la solidité d'une démocratie repose avant tout sur l'équité des règles et la protection des droits fondamentaux.

Le président de la Cour suprême a ainsi invité magistrats, avocats, enseignants-chercheurs, doctorants, étudiants et passionnés du droit à participer massivement à cette nouvelle édition avec des contributions innovantes, audacieuses et scientifiquement solides.

Selon lui, la réflexion doctrinale de-

meure un levier incontournable de modernisation des institutions judiciaires et de consolidation de l'État de droit.

Les lauréats de l'édition précédente distingués

La cérémonie a également été marquée par la distinction des lauréats de la précédente édition du Prix d'Excellence « Droit – Justice – Paix ».

Les récipiendaires sont :

Rodrigue Davakan, premier prix ; Astrid V. F. Deguenon, deuxième prix ; Landry Ahomadikpohou, troisième prix ; Taïbou Adam Mama, quatrième prix ; Oric Houndekon, cinquième prix.

À travers cette initiative devenue un rendez-vous majeur de la pensée juridique nationale, la Cour suprême du Bénin confirme sa volonté de faire du droit un instrument de régulation sociale, de stabilité institutionnelle et de consolidation durable de la paix.

Michel Sonon

BÉNIN

Le pari stratégique de l'émergence de grands groupes nationaux

Par Dr Maxime Houinato



À l'heure où le Bénin ouvre une nouvelle séquence politique avec l'accession de Romuald Wadagni à la magistrature suprême, une interrogation essentielle s'impose au cœur du débat économique national : le pays est-il désormais prêt à faire émerger de véritables champions économiques nationaux capables de soutenir durablement l'industrialisation, l'emploi et la souveraineté économique ?

Depuis plusieurs années, le Bénin affiche des transformations profondes qui ont considérablement modifié son image sur le continent africain. Modernisation des infrastructures, réforme du Port de Cotonou, amélioration du climat des affaires, digitalisation de l'administration publique, investissements logistiques et montée en puissance des zones industrielles : les bases d'une économie plus compétitive ont progressivement été consolidées.

Cette dynamique a renforcé la crédibilité du pays auprès des investisseurs internationaux, des institutions financières et des partenaires techniques. Le Bénin apparaît désormais comme l'une des économies les plus réformatrices d'Afrique de l'Ouest.

Mais derrière ces avancées se cache encore une faiblesse structurelle majeure : l'absence d'une véritable classe de grandes entreprises nationales capables de rivaliser à l'échelle régionale ou continentale.

L'économie béninoise reste essentiellement dominée par des PME qui peinent à franchir le seuil critique de croissance leur permettant de devenir de puissants groupes industriels ou financiers.

Une industrialisation désormais engagée

L'un des tournants majeurs de ces dernières années réside dans la volonté affirmée de transformer localement les matières premières produites au Bénin. Cette ambition a trouvé sa traduction la plus visible dans le développement de la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), devenue l'un des symboles de la nouvelle stratégie industrielle nationale.

Grâce à un partenariat public-privé ambitieux, la GDIZ a permis de stimuler la transformation du coton, de la noix de cajou et d'autres ressources

locales destinées à l'exportation. Des milliers d'emplois ont déjà été créés et les premières exportations de produits transformés vers les marchés internationaux témoignent des capacités nouvelles du pays.

Parallèlement, les autorités ont entrepris de renforcer les mécanismes de financement de l'économie à travers la restructuration du système bancaire, le renforcement des banques nationales et l'activation d'instruments financiers innovants. Cette évolution vise à faciliter l'accès à des capitaux plus importants afin d'accompagner les investissements productifs.

Le poids persistant de la proximité politique Malgré ces progrès, un défi demeure particulièrement sensible : la relation souvent ambiguë entre pouvoir politique et réussite économique. Dans de nombreux pays émergents, l'État joue un rôle décisif dans l'essor du secteur privé à travers les marchés publics, les politiques industrielles ou les partenariats stratégiques.

Cependant, au Bénin, plusieurs entreprises ont historiquement été perçues comme dépendantes des régimes politiques en place, au point de fragiliser leur stabilité lors des alternances. Cette situation nourrit un environnement économique parfois marqué par la prudence et la méfiance. Certains entrepreneurs évitent d'atteindre une trop grande visibilité économique de peur d'être exposés à des tensions politiques ou administratives.

D'autres privilégient des alliances relationnelles plutôt qu'une stratégie d'expansion industrielle durable.

Or, les grandes puissances économiques africaines ont démontré que les véritables champions nationaux sont ceux qui parviennent à survivre aux changements de régimes grâce à la solidité de leurs capacités industrielles, financières et managériales.

Entre influence économique et captation politique

Le débat mérite néanmoins d'être abordé avec nuance. Les entreprises ont naturellement vocation à dialoguer avec l'État, à défendre leurs intérêts et à participer à l'élaboration des politiques publiques. Dans toutes les économies modernes, le secteur privé constitue un acteur essentiel du développement national.

Le véritable enjeu réside donc dans l'équilibre à trouver entre coopération économique et instrumentalisation politique.

Un secteur privé excessivement dépendant du pouvoir produit généralement des entreprises fragiles, incapables de résister aux changements institutionnels. À l'inverse, un État qui considère systématiquement les opérateurs économiques prospères comme des adversaires potentiels finit par freiner l'investissement, l'innovation et l'ambition entrepreneuriale.

Le défi du Bénin consiste ainsi à bâtir un partenariat mature entre puissance publique et secteur privé, fondé sur des règles transparentes, une concurrence saine et une séparation claire des rôles.

Le tournant Wadagni

L'arrivée de Romuald Wadagni à la tête de l'État pourrait ouvrir une nouvelle étape dans cette transformation économique.

Le nouveau pouvoir affiche une volonté claire d'accélérer l'industrialisation, de renforcer le secteur privé national et de créer de grands pôles économiques régionaux capables de soutenir une croissance plus inclusive et plus durable.

Le programme économique annoncé prévoit notamment une forte création d'emplois, une croissance soutenue et la diversification de l'économie autour de plusieurs filières stratégiques.

Déjà reconnu pour son rôle dans les grandes réformes financières du précédent quinquennat, Romuald Wadagni bénéficie d'une image de technocrate réformateur ayant contribué à améliorer la crédibilité du Bénin sur les marchés internationaux grâce à des instruments financiers innovants.

Construire un capitalisme national moderne Le nouveau cycle politique offre ainsi une opportunité historique : celle de bâtir un capitalisme national moderne, reposant davantage sur la compétitivité, l'innovation et la performance que sur les logiques de dépendance politique.

Pour y parvenir, plusieurs conditions apparaissent essentielles :

garantir une transparence rigoureuse dans l'attribution des marchés publics ; encourager la consolidation des entreprises nationales à travers des fonds d'investissement et des politiques industrielles ciblées ; renforcer la gouvernance et la professionnalisation du secteur privé ; établir une doctrine claire encadrant les relations entre affaires et politique ; favoriser l'émergence de groupes industriels capables de soutenir la substitution des importations et la transformation locale.

Une transition politique aux enjeux historiques

La transition entre Patrice Talon et Romuald Wadagni dépasse largement le cadre d'une simple continuité institutionnelle. Elle pourrait déterminer la nature même du modèle économique béninois pour les décennies à venir.

Le pays dispose aujourd'hui d'infrastructures modernes, d'une stabilité macroéconomique plus solide, d'outils financiers plus ambitieux et d'une stratégie industrielle plus affirmée qu'auparavant.

Mais l'étape la plus difficile reste à franchir : faire émerger des entreprises suffisamment puissantes pour porter durablement cette transformation économique tout en restant indépendantes des fluctuations politiques.

C'est probablement à ce niveau que se jouera la véritable maturité économique du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE

TRIBUNE LIBRE – ALEXANDRE DEHOINDJI

Les leçons d'une gouvernance à deux centres de pouvoir (Sénégal)



Lecture institutionnelle et managériale d'une reconfiguration au sommet de l'État

La décision présidentielle du 22 mai 2026 mettant fin aux fonctions du Premier ministre sénégalais et entraînant la dissolution de l'Assemblée nationale constitue bien plus qu'un simple épisode politique. Elle ouvre un champ d'analyse particulièrement riche sur les mécanismes de gouvernance dans les régimes exécutifs contemporains africains.

Au-delà des interprétations partisans, cette séquence révèle les limites structurelles d'un pouvoir partagé au sommet de l'État et pose, avec acuité, la question de la cohérence décisionnelle dans la conduite des institutions publiques. Elle offre surtout un cas pratique d'étude sur la gestion de l'autorité, l'équilibre des responsabilités et l'adaptation des dispositifs constitutionnels aux réalités du leadership politique.

Dans toute organisation complexe, qu'il s'agisse d'un État, d'une administration ou d'une grande entreprise — la stabilité repose sur quelques principes fondamentaux : l'unité de commandement, la clarté des responsabilités, la cohésion de l'équipe dirigeante et l'alignement stratégique des organes de décision.

L'épreuve du leadership partagé

L'alternance politique au Sénégal avait donné naissance à une formule politique atypique fondée sur une forte complémentarité entre le Président Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko. Cette architecture politique, portée par une dynamique populaire exceptionnelle, reposait néanmoins sur un défi majeur : celui



de faire cohabiter durablement deux figures d'influence au sein d'un même exécutif.

Or, les systèmes institutionnels modernes fonctionnent difficilement sur une logique de dualité permanente du leadership. Même lorsque les responsabilités sont juridiquement réparties, l'efficacité administrative impose qu'un centre ultime d'arbitrage demeure clairement identifié.

La Constitution sénégalaise, à travers ses dispositions relatives aux prérogatives présidentielles, établit précisément cette hiérarchie fonctionnelle. Le chef de l'État y apparaît comme le garant de l'unité nationale et le détenteur de l'orientation générale de la politique publique. Dans un tel cadre, toute divergence publique entre la présidence et la primature fragilise mécaniquement la lisibilité de l'action gouvernementale.

L'expérience récente montre ainsi qu'un leadership bicéphale peut produire, à terme, des tensions de coordination dès lors que les sensibilités politiques, les méthodes ou les rythmes de gouvernance cessent d'être parfaitement synchronisés.

La nécessité de préserver la cohésion institutionnelle

Dans les organisations de haut niveau, la confiance entre les principaux responsables constitue un capital stratégique essentiel. Les débats internes peuvent être nourris et parfois contradictoires ; mais une fois les arbitrages rendus, l'efficacité collective exige une solidarité sans ambiguïté.

Lorsque des réserves ou des désaccords s'expriment publiquement au sommet de l'État,

ils modifient immédiatement la perception de la stabilité institutionnelle, aussi bien auprès des citoyens que des partenaires internationaux et des acteurs économiques.

Dans cette perspective, la révocation du Premier ministre peut être analysée moins comme une rupture personnelle que comme un acte de restauration de la cohérence exécutive. Le recours aux mécanismes constitutionnels prévus à cet effet traduit une volonté de préserver l'autorité de la ligne gouvernementale et d'éviter l'installation d'une dissonance durable au sein de l'appareil d'État.

Toute structure de gouvernance confrontée à une divergence stratégique majeure finit généralement par rechercher une clarification de sa chaîne décisionnelle afin de maintenir son efficacité opérationnelle.

Deux cultures du pouvoir face aux exigences de l'État

Les événements récents mettent également en lumière la confrontation entre deux styles de leadership profondément différents.

D'un côté, un leadership institutionnel fondé sur la maîtrise des équilibres étatiques, le respect des protocoles et la gestion de la stabilité administrative. De l'autre, un leadership politique de mobilisation populaire, porté par la parole directe, l'engagement militant et la proximité avec la base sociale.

Ces deux formes d'autorité peuvent se compléter dans une phase de conquête du pouvoir. Leur coexistence devient toutefois plus délicate dans la gestion quotidienne des institutions, où les exigences de réserve, de diplomatie et de continuité administrative imposent souvent des contraintes incompatibles avec une logique permanente de confrontation politique.

Le départ du chef du gouvernement apparaît ainsi comme une clarification des rôles : à l'exécutif recentré revient désormais la responsabilité de conduire l'action publique dans un cadre plus homogène, tandis que l'ancien Premier ministre retrouve un espace d'expression politique plus libre et davantage conforme à son identité de leader de mobilisation.

La dissolution comme outil de réajustement stratégique

La dissolution de l'Assemblée nationale s'inscrit, elle aussi, dans une logique de sécurisation institutionnelle. Dans un contexte marqué par des divergences au sein de l'exécutif, le risque d'un blocage entre les pouvoirs devenait potentiellement élevé, notamment sur les réformes économiques, les lois budgétaires ou les grands arbitrages nationaux.

En sollicitant un nouveau verdict populaire, le pouvoir exécutif cherche à reconstruire une majorité parlementaire pleinement alignée sur sa vision stratégique. Cette démarche correspond, dans le langage du management organisationnel, à une opération de réinitialisation de la gouvernance destinée à rétablir l'harmonie entre les organes d'impulsion politique et les organes de validation institutionnelle.

L'objectif reste avant tout d'éviter les conflits de légitimité susceptibles de ralentir la mise en œuvre des politiques publiques et d'affecter la stabilité économique du pays.

Une démonstration de la primauté institutionnelle

La séquence politique ouverte au Sénégal rappelle finalement une constante des systèmes de gouvernance : les institutions survivent rarement durablement aux ambiguïtés de leadership.

En privilégiant les mécanismes constitutionnels pour résoudre une crise interne au sommet de l'État, l'exécutif sénégalais envoie un signal fort sur la primauté des textes et des procédures dans la régulation des tensions politiques.

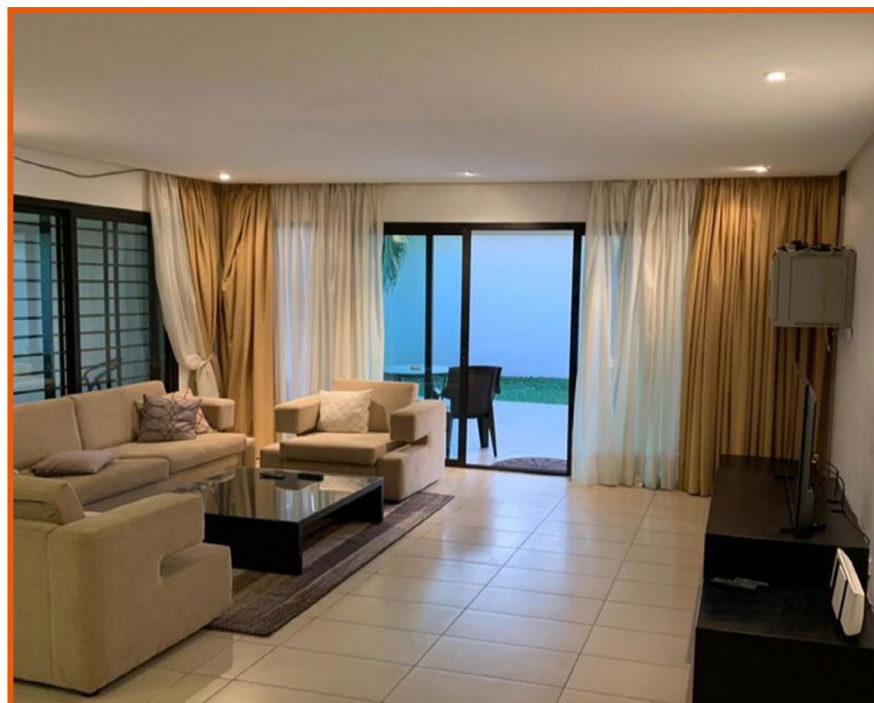
Cette transition ouvre désormais une nouvelle phase pour le Sénégal, marquée par le défi de maintenir la stabilité des réformes, de préserver la confiance des partenaires économiques et de consolider l'autorité des institutions.

Pour les observateurs de la sous-région ouest-africaine, cet épisode restera sans doute comme une illustration significative des limites de la gouvernance partagée et de la nécessité, dans tout système étatique, d'un centre clair d'impulsion et de décision.

Emeric Joël ALLAGBE

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOUE

 Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa

 +229 0198904640 / 0155499999

 +229 0195534395 / 0155500707